

## La rhétorique réactionnaire

# La politique du symbole

**S**elon Albert O. Hirschman<sup>1</sup>, « la rhétorique réactionnaire » vise à décourager toute tentative de transformation de l'ordre social, à dissuader les « desseins naïfs des Weltverbesserer »<sup>2</sup>. S'efforçant de dégager « les principales recettes généralement adoptées aux fins de leur polémique par ceux qui se donnent pour objet de démystifier et d'abattre les idées et les politiques de progrès »<sup>3</sup> (i. e. les auteurs « classiques » de la pensée de droite française et anglo-saxonne, de la Révolution française à nos jours), il met en évidence la « structure formelle » de la rhétorique réactionnaire, trois invariants qui se réduisent à un plaidoyer en faveur de « l'existant identifié au réel »<sup>4</sup> : la thèse de « l'effet pervers », la thèse de « l'inanité » et la thèse de « la mise en péril ».

Les procédés de la doxa politico-médiatique, telle qu'on peut la décrire à partir des productions au jour le jour des

GÉRARD MAUGER

« doxosophes »<sup>5</sup> du champ politique et du champ médiatique, sont beaucoup plus rudimentaires. Il s'agit, tout simplement, dans la plupart des cas, de « brouiller les repères » : par exemple, en attirant l'attention sur ce que fait la main gauche (« le symbole », « l'image ») et en la détournant de ce que fait la main droite (« les choses sérieuses », « le réel »). La « politique du symbole », en effet, laisse « le réel » – celui qui « compte » (au deux sens du terme), le réel « sonnante et trébuchant » – intact, mais elle pèse sur les croyances qui « font l'opinion ».

### Un « modèle de pratiques démocratiques »

C'est ce qu'expliquait récemment, à propos de l'Europe, un éditorial du Monde<sup>6</sup>. D'un côté, il y a « la réalité économique » (« matérielle », « profane ») : « l'Europe est un grand marché, c'est l'une de ses forces ». Mais, de l'autre, il y a « le symbole » (« l'image », « le sens », « le sacré ») : « à n'être que cela [le grand

1. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1991.

2. « Amélioreurs du monde » in Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, op. cit., p. 49-50.

3. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, op. cit., p. 21.

4. Emmanuel Terray, « Réalisme », in *Penser à droite*, Paris, Éditions Galilée, 2012, p. 23.

5. Pierre Bourdieu, « Les doxosophes », *Minuit*, 1, novembre 1972, p. 26-45.

6. « La Roumanie contre l'Europe », *Le Monde*, 17 juillet 2012.

marché], l'Europe perd, chaque jour davantage de son sens<sup>7</sup> ». Or le symbole est d'autant plus important que « le réel » [la crise de l'euro, la récession sur le grand marché] n'est pas sans effet sur « l'image » qui « ne cesse de se dégrader dans l'opinion : 52% d'opinions favorables en 2007, dans les 27 pays membres ; à peine plus de 30% aujourd'hui »<sup>8</sup>. Parce que « l'image » agit sur « l'opinion » et parce que « l'opinion » peut (au moins virtuellement) agir sur « le réel », les défenseurs de « l'existant identifié au réel », comme dit Emmanuel Terray, sont invités à se préoccuper de « l'image » de l'Europe : « celle d'un astre déclinant »<sup>9</sup>. C'est ainsi que l'éditorial du Monde attire l'attention sur un « mal nouveau et contagieux qu'elle ne devrait pas tolérer », capable de lui faire « perdre encore un peu plus de son sens et de sa pertinence » : « la régression de la démocratie » qu'illustre, selon l'éditorial, la destitution du président roumain. Car l'Europe, ce n'est pas seulement « le réel » – le grand marché –, c'est aussi « le symbole » – « un club qui se veut un modèle de pratiques démocratiques ». C'est pourquoi « il fallait dévouer ce maudit animal » : le premier ministre roumain, comme l'âne de la fable, « porte atteinte à ce que l'Europe devrait avoir de plus sacré : la démocratie » ! On ne se souvient pas que Nicolas Sarkozy, en faisant voter le 4 février 2008 par le Parlement réuni en Congrès la ratification du Traité (dit « simplifié »)

7. C'est moi qui souligne.

8. « Les Espagnols crient au «*hold up*». Ils n'ont pas tout à fait tort », concède l'éditorial du *Monde* des 22-23 juillet 2012 (« Le choc de l'austérité, le désarroi des Espagnols »).

9. « Pour ne pas désespérer ses lecteurs à la veille de la trêve estivale » (*sic*), *Le Monde éco & Entreprise* inséré dans le même numéro du *Monde* (17 juillet 2012) publie « Cinq raisons de croire (encore) à l'Europe ».

de Lisbonne, trois ans après que la version originale du projet de constitution européenne (le TCE) ait été rejetée par référendum le 29 mai 2005, se soit attiré ce genre de remontrances... Il est vrai que « l'opinion » s'était alors intempes- tivement mêlée du « réel »...

## La nuit du 4 août

On trouve un autre exemple du même procédé, la même semaine, dans un autre éditorial du même quotidien : il s'agit, cette fois, du « symbole fiscal »<sup>10</sup> et, en l'occurrence, de l'adoption par « la majorité de gauche » (« y compris, tient à signaler l'éditorial, les députés du Front de gauche ») du budget rectificatif 2012. Certes, concède-t-on, « ce n'était pas vraiment une nuit du 4 août », mais c'était « un symbole » : « chaque nouveau président aime marquer le début de sa présidence par un symbole ». Pour Nicolas Sarkozy ce fut la loi « dite TEPA ». Réputée, comme son nom l'indique, être « en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat » (bref, en faveur des classes populaires), « elle lui a collé une image de “président des riches” qu'il a traînée comme un boulet pendant tout son quinquennat »<sup>11</sup>. Pour François Hollande, le symbole fut donc l'abro-

10. « D'un symbole fiscal à l'autre », *Le Monde*, 21 juillet 2012.

11. Il est permis de douter de cette interprétation : « l'emballage symbolique » et le « service après-vente politico-médiatique » de la loi TEPA du 21 août 2007 ont pu faire illusion (autre procédé rudimentaire de la rhétorique réactionnaire politico-médiatique contemporaine, il s'apparente à la « publicité mensongère »), par contre, la soirée du Fouquet's, le yacht de Bolloré et l'enquête de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon (*Le président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Zones, 2010) ont vraisemblablement joué un rôle de révélateur...

gation de la loi TEPA et, précise l'éditorial, l'effacement de « l'allègement de l'impôt sur la fortune (ISF) que l'ancien président avait décidé en juin 2011 » : l'annulation du symbole précédent (« de droite ») vaudrait ainsi symbole de « gauche ». Pour les lecteurs réfractaires à « la politique du symbole », l'éditorial du Monde explique : « M. Sarkozy faisait une politique de droite. M. Hollande fait une politique de gauche ». Et, pour faire bonne mesure, il précise que le « symbole », en l'occurrence, n'est pas sans effet sur « le réel » : « pour les plus riches la facture sera lourde »<sup>12</sup>, 291 000 contribuables dont le patrimoine net imposable est supérieur à 1,3 million d'euros devront acquitter « une contribution exceptionnelle », « pour les 10% les plus fortunés – 30 000 patrimoines supérieurs à 4 millions d'euros – la facture va être fortement alourdie de 143% ! »<sup>13</sup>. De même, le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac, souligne « la rudesse de l'effort demandé à ceux qui le peuvent ».

Mais l'éditorial rassure : nous restons « dans le symbole ». C'est si vrai, rassure-t-il, que « les marchés sont loin de sanctionner la gauche » et le président du directoire du groupe Fives, loin de s'inquiéter, déclare qu'« il est trop tôt pour juger l'action du gouvernement »

et que « les premières mesures ont avant tout répondu à des engagements électoraux »<sup>14</sup>. Selon un autre grand patron, la nouvelle majorité devra bien se résoudre à l'automne à prendre la crise à bras-le-corps et gérer « le tête-à-queue » par rapport à son électorat (i. e. « l'axe de la compétitivité », selon Laurence Parisot, via la « flexibilité » et « l'abaissement du coût du travail », c'est-à-dire la poursuite de la destruction du droit du travail et la baisse des salaires)<sup>15</sup>.

En matière fiscale, il s'agit, bien sûr, de rester « dans le symbolique » et le provisoire. Le symbole ne vaut (c'est M. Cahuzac qui le dit) que « le temps du désendettement ». Par ailleurs, « au-delà du symbole, la gauche ne doit pas faire l'économie d'un débat sur l'ISF », avertit l'éditorial : « impôt démodé »<sup>16</sup> selon le patronat et « à revoir » selon « Michel Rocard lui-même », Manuel Valls et Vincent Peillon. La politique fiscale n'est pas, en effet, un domaine de prédilection pour « le symbole » : il y touche de trop près la « réalité économique ». Un banquier d'affaires, Philippe Villin, en appelle ainsi à « l'équité » selon les dirigeants des grandes entreprises et la plupart des autres patrons qui « ne voient pas pourquoi, dans un monde concurrentiel, ils devraient supporter un système fiscal moins favorable que la moyenne de ceux des autres grands pays occidentaux »<sup>17</sup>. Et si l'argument « éthique » ne convainc pas, reste le chantage : « ils

12. On trouve le détail de la facture dans l'article de Patrick Roger, « L'Assemblée liquide l'héritage fiscal de Sarkozy » (*Le Monde*, 21 juillet 2012).

13. Sans rire, l'UMP s'est insurgée contre « un matraquage fiscal des classes moyennes » (*Le Monde*, 22-23 juillet 2012). À propos du « durcissement » des droits de succession qui préserve l'exonération de droits de 90% des successions, le député UMP Marc Le Fur dénonce « un crime contre la famille et les classes moyennes » (*Le Monde*, 21 juillet 2012). La notion à géométrie variable de « classes moyennes » rend bien des services à la rhétorique réactionnaire, mais son extension confine ici au ridicule...

14. Anne Eveno et Dominique Gallois, « Les patrons accordent un répit au gouvernement », *Le Monde* (21 juillet 2012).

15. *Ibid.*

16. Le recours au lexique de la mode peut surprendre : les voies de la *rhétorique réactionnaire* sont innombrables...

17. Anne Eveno et Dominique Gallois, « Les patrons accordent un répit au gouvernement », *art. cit.*

pointent également, selon Anne Eveno et Dominique Gallois, le risque de voir des sociétés délocaliser des activités générant des hauts salaires, voire leurs sièges sociaux »<sup>18</sup>.

D'où ce retour in fine aux « choses sérieuses » : « l'impôt ne doit pas être seulement socialement juste, il faut aussi qu'il soit économiquement efficace ». Le registre de la rhétorique éditoriale bascule alors. S'agissant du « réel » – « la réalité économique », s'entend – on passe du « sens » (« socialement juste ») à « la science » (« économiquement efficace »). Ou plutôt, le doxosophe change de registre de légitimation : il ne s'agit plus de brouiller les repères avec des opérations symboliques, mais d'« identifier le réel à l'existant », de convaincre qu'il n'y a pas d'alternative politique possible : « TINA », comme disait Thatcher. En la matière, « la science économique » est souveraine : « elle repose, rappelait Bourdieu, sur les instrument apparemment les plus puissants dont dispose aujourd'hui la pensée, en particulier les mathématiques. [...] Ces gens tiennent collectivement, sur le mode du consensus<sup>19</sup>, un discours fataliste, qui consiste à transformer des tendances économiques en destin. Or, les lois sociales, les lois économiques, etc., ne s'exercent que dans la mesure où on les laisse agir »<sup>20</sup>. ■

18. *Ibid.*

19. Un consensus que sont venues briser en France – le fait est d'importance – les interventions répétées des « économistes atterrés ».

20. Pierre Bourdieu, « Les chercheurs, la science économique et le mouvement social », in *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Éditions Liber Raisons d'agir, 1998, p. 58-65.